

LE JOURNAL DES DEBATS

LEGISLATIFS ET LITTERAIRES DU CANADA.

"MIHI A SPE, METU, PARTIBUS REIPUBLICÆ ANIMUS LIBER EST."—Salluste. Catil.

VOL. I.

TORONTO, MARDI, 13 AVRIL, 1858.

No. 26

LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

Le moment de la bataille entre les protectionnistes et les libres-échangistes, c'est-à-dire entre les négociants et les industriels, n'est pas très-éloigné, si l'on en juge par l'ardeur avec laquelle les uns et les autres s'attaquent et se défendent dans leurs organes respectifs. Demain même, doit avoir lieu dans cette ville, au Saint-Lawrence Hall, une assemblée des protectionnistes les plus énergiques du Canada; mais, d'un autre côté, leurs adversaires ne restent pas inactifs et ils trouvent dans un grand nombre de journaux, des auxiliaires complaisants.

Comme nous avons exposé, la semaine dernière les erreurs et les défauts de l'argumentation des libres-échangistes, nous ne recommencerons pas aujourd'hui une lutte sur le même terrain, mais nos lecteurs nous sauront gré, sans doute, de leur donner quelques faits à l'appui de notre théorie.

M. Buchanan parlait, l'autre jour, dans son discours sur l'adresse, des articles en caoutchouc que nous étions réduits à importer en grande quantité, — pour une somme de \$400,000, croyons-nous, — tandis qu'à présent, grâce à l'industrie de quelques Canadiens, non seulement nous fabriquons dans la province tous les articles en caoutchouc dont nous avons besoin, mais nous en exportons même en Angleterre pour une somme de \$200,000. Mais, lors même que notre exportation d'articles de fabrique serait nulle, ne vaut-il pas mieux conserver dans le pays le numéraire qui en sort tous les ans pour aller payer nos importations? A quoi nous servent les sueurs de nos cultivateurs, de nos bûcherons, de nos hommes des bois et de nos voyageurs, si la somme de toutes nos exportations de blé, de potasse et de bois de construction ne suffit point pour payer tout ce que nous achetons à l'étranger? Le total de nos exportations de peaux vertes s'élève, par exemple, au chiffre de \$212,660, et le lecteur peu au fait des singularités du commerce va s'imaginer en lisant ceci que le pays produit plus de cuirs qu'il ne nous en faut. Que son erreur est grande! nous achetons à l'étranger pour \$1,120,000 de chaussures; et qu'on n'aille pas croire que si nous ne nous chaussons pas nous-mêmes, c'est faute de cordonniers, car il y en a tellement dans la Province qu'à bout de ressources, ils vont chercher de l'ouvrage hors du pays.

Quel est le libre-échangiste qui osera dire que si le tarif protégeait cette branche de l'industrie, nos fabricants, qui ont sous la main et les peaux et les ouvriers, ne pourraient jamais vendre leurs chaussures au moins à au si bon compte que les fabricants de Lowell, qui sont obligés de faire venir leurs cuirs des pays les plus éloignés? Tout au plus s'il serait nécessaire de protéger les bottiers canadiens contre la concurrence étrangère, pendant les premières années et jusqu'à ce que leurs établissements fussent parfaitement organisés et leurs marchandises connues sur les différents marchés.

Ceux qui repoussent de pareils avantages, sous prétexte que les premières années, les produits du pays livrés au consommateur sont moins bons et plus chers que ceux qu'il aurait pu se procurer à l'étranger, raisonnent comme ces chefs de famille qui croient qu'il vaut mieux vivre à l'hôtel qu'en ménage, parce que de cette manière on évite d'acheter des serviettes, des marmites, des chaises et des fourchettes. Le Pays faisait, l'autre jour, un raisonnement de cette force. "Plus les importations d'un pays dépassent ses exportations, plus, disait-il, ce pays doit posséder de moyens au delà de ses besoins immédiats;" en d'autres termes,

plus on dépense, plus on gagne; plus on donne à l'étranger, plus on conserve chez soi; moins on travaille et plus on récolte; plus on chasse le numéraire et plus on en possède. Si notre confrère s'était contenté de dire qu'on peut généralement estimer la richesse d'un peuple par ses importations, de même qu'on évalue la fortune d'une famille d'après son train de vie, il aurait pu avoir raison, bien que cette formule ne soit pas sans ses exceptions, car il y a des familles et des nations qui se ruinent par leurs dépenses extravagantes. Mais ce n'était pas là la pensée du Pays. Selon lui, plus un peuple importe, c'est-à-dire moins il produit, et plus il doit devenir riche. En effet, ajoutait notre confrère, si ce peuple achète au comptant, c'est qu'il est riche.

Première erreur. — Comment un peuple peut-il acheter au comptant, lorsque le total de ses importations est au-dessus de celui de ses exportations? Avec quoi peut-il payer la différence, à moins qu'il ne vende des débetures, c'est-à-dire qu'il n'hypothèque son bien, qu'il n'escompte l'avenir? et dans ce cas c'est une singulière manière de s'enrichir. On avait une maison dont le loyer donnait de quoi vivre; un jour, étourdi par les fumées d'une folle ambition, on emprunte mille louis en donnant hypothèque sur cet immeuble, et l'on va se pavaner fièrement dans les magasins, en faisant sonner ses écus sur le comptoir. Dans l'opinion de ceux qui ne sont pas au fait, on paraît plus riche; mais viendra bientôt le quart d'heure de Rabelais et, après avoir semé la sottise, on récoltera la misère. Nous défions le Pays de prouver qu'un peuple qui importe plus qu'il n'exporte puisse payer au comptant.

Eh! bien, ajoute notre confrère, "si ce sont des avances qui lui sont faites sur son crédit, ses ressources en sont encore la mesure et pour le vendeur et pour l'acheteur." — Soit. Les peuples qui se ruinent, de même que les individus, trouvent crédit chez les marchands jusqu'au jour où, à bout de ressources, ils cessent de payer. De quel bois le peuple canadien fera-t-il fièche, lorsqu'il aura "abattu tous ses gros arbres, comme un second Milo, ruiné les obscures forêts et mangé son bled en herbe"?

Pendant, nous voulons bien supposer que les richesses forestières du Canada sont inépuisables et que ses ressources agricoles lui suffiront toujours; est-ce tout ce que nous devons désirer? Vivrons-nous comme les lazaroni qu'il est impossible de faire travailler après qu'ils ont gagné un ou deux sous pour acheter du macaroni? Tandis qu'aux États-Unis tout petit village a son journal, il n'y a que sept à huit feuilles françaises dans le Bas-Canada, et quelle misérable existence ne traînent-elles pas! N'est-ce pas la pauvreté qui empêche la plupart des cultivateurs de s'abonner à un journal, fût-il hebdomadaire et d'une piastre par an? Ne devons-nous pas avoir l'ambition de faire sortir le peuple de cette mare de misère où il croupit depuis assez longtemps, et faudra-t-il le laisser les bras croisés, au coin de son feu, pendant les six mois d'hiver, sous le futile prétexte que le travail auquel il se livre en été lui permet d'acheter ce qui lui est indispensable pendant toute l'année?

Prenez ce brave cultivateur illettré, au mois de janvier. Que fait-il pendant toute la journée? il fume la pipe. C'est bien. D'où vient cette pipe? Elle est importée. Le Canada importe chaque année pour \$2,000 piastres de pipes. Le peuple canadien, presque toujours à court d'argent et qui passe six mois à ne rien faire de très-profitable, n'a pas même songé à faire ses propres pipes! Grâce à un tarif élevé, la pipe qui coûte un sou,